

**Arrêté préfectoral n° 2025-0488 du 24 avril 2025**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société KNDS AMMO France  
exploitant une installation de fabrication d'armement  
sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin (18570),  
installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet Cher  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;
- Vu** le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 10 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 3001 du 12 mai 1995 modifié portant mise à jour et extension des activités d'une installation classée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005.1.847 du 28 juillet 2005 modifié autorisant l'exploitation d'installations de fabrication de munitions de moyens calibres, d'essai et de contrôle, de stockage de fuel en extension de l'établissement de fabrication d'armement situé à la Chapelle-Saint-Ursin, route de Villeneuve ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008.1.024 du 15 janvier 2008 autorisant l'exploitation d'une activité de production de douilles en extension de l'établissement de fabrication d'armement situé à La Chapelle Saint-Ursin, route de Villeneuve ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-0223 du 3 mars 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet chargé de l'arrondissement de Bourges ;
- Vu** la lettre préfectorale du 19 mars 2018 mettant à jour la situation administrative des installations classées exploitées par la société KNDS AMMO France à la Chapelle-Saint-Ursin ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 14 mars 2025, faisant suite à la visite d'inspection du site réalisée le 26 février 2025, transmis à l'exploitant le 14 mars 2025, conformément aux articles L. 171.6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier notifié le 4 avril 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 14 avril 2025 ;

**Considérant** que la société KNDS AMMO France exploite une installation de traitement de surface relevant de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que, lors de la visite du 26 février 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté qu'aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé dans l'atelier de traitement de surface au bâtiment 10S où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

**Considérant** que le risque incendie n'est pas suffisamment maîtrisé dans l'installation de traitement de surface exploitée au bâtiment 10S ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 10 alinéas II, III et IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

**Considérant** que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KNDS AMMO France de respecter les prescriptions de l'article 10 alinéas II, III et IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société KNDS AMMO France, exploitant une installation de fabrication d'armement sise route de Villeneuve sur la commune de La Chapelle-Saint-Ursin, est mise en demeure de respecter, dans un délai de quatre mois, les dispositions de l'article 10 alinéas II, III et IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé pour l'installation de traitement de surface relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées qu'elle exploite au bâtiment 10S, en :

- installant un dispositif de détection automatique d'incendie dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé,
- établissant une procédure relative aux modalités de gestion et de transmission de l'alarme,
- dressant la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps,
- démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection,
- établissant un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle,
- mettant en place un registre consignant les dates et la nature des contrôles.

## Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée de 5 ans.

## Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

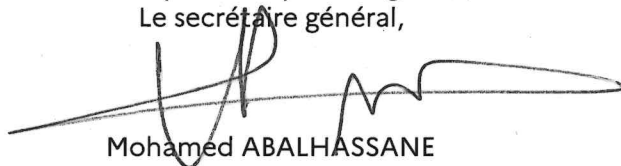
## Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société KNDS AMMO France et dont une copie sera adressée au maire de la Chapelle-Saint-Ursin.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE

